Climat : 2011, année particulièrement chaude, selon l'OMM

mardi 29 novembre 2011

Sommaire de cet article

- Climat : 2011, année particulièrement chaude, selon l'OMM
- La Conférence de l'ONU sur les changements climatiques débute à Durban
- Climat : après Cancun 2010, l'ONU prépare Bangkok, Durban 2011
- Changement climatique : après Cancun 2010, les Etats doivent préparer Durban (...)

Climat : 2011, année particulièrement chaude, selon l'OMM

Communiqué de l'ONU, 29 novembre 2011

A l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le climat qui se déroule à Durban, en Afrique du Sud, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a tiré mardi la sonnette d'alarme sur la température moyenne à la surface du globe particulièrement élevée en 2011 et sur la nécessité d'agir contre le réchauffement climatique.

« *Il nous incombe de diffuser des connaissances scientifiques qui guident l'action des décideurs* », a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud. « *Notre science est fiable et démontre sans ambiguïté que le climat mondial se réchauffe et que ce réchauffement est dû aux activités humaines* ».

« *Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont atteint de nouveaux pics qui s'approchent très rapidement des niveaux correspondant à une élévation de 2 à 2,4 degrés Celsius de la température moyenne à la surface du globe, laquelle pourrait entraîner, selon les scientifiques, des changements radicaux et irréversibles de notre planète, de la biosphère et des océans* », a-t-il ajouté.

En 2011, la température moyenne à la surface du globe s'est avérée être la dixième la plus élevée jamais relevée et supérieure à toutes celles enregistrées lors des années précédentes correspondant à des épisodes La Niña, qui se traduisent normalement par un refroidissement relatif de température planétaire, a indiqué l'OMM dans un communiqué.

Selon l'Organisation, les 13 années les plus chaudes font toutes parties des 15 dernières années écoulées depuis 1997. Quant à la banquise arctique, elle a présenté en 2011 la deuxième plus faible étendue et le plus faible volume jamais observés.

L'année 2011 se classe au dixième rang ex aequo des années les plus chaudes depuis le début des relevés en 1850. La température moyenne de la décennie 2002-2011, supérieure de 0,46 °C à la moyenne à long terme, est la plus élevée jamais constatée, à égalité avec la décennie 2001-2010.

En 2011, le climat mondial a été fortement influencé par le puissant épisode La Niña qui s'est développé dans le Pacifique tropical au second semestre de 2010 et a persisté jusqu'en mai 2011. Ce phénomène, l'un des plus intenses des 60 dernières années, a été étroitement associé à des épisodes de sécheresse en Afrique de l'Est, dans les îles de la partie centrale du Pacifique équatorial et dans le sud des États-Unis et à des inondations en Afrique australe, dans l'est de l'Australie en en Asie du Sud.

C'est en Fédération de Russie que les anomalies thermiques ont été les plus marquées, notamment dans le nord du pays où les températures observées entre janvier et octobre ont été supérieures de près de 4 °C à la moyenne dans certains endroits.

La banquise arctique a atteint son minimal saisonnier le 9 septembre, avec une étendue de 4,33 millions de kilomètres carrés, soit 35 % de moins que la moyenne pour la période 1979-2000. Si cette étendue reste légèrement supérieure au minimum record observé en 2007, il faut cependant noter qu'à la différence de 2007, les passages du Nord-Ouest et du Nord-Est ont été par moments libres de glace pendant l'été 2011. Quant au volume de la banquise, il a atteint un nouveau minimum record estimé à 4.200 kilomètres cubes, le précédent minimum record de 4 .580 kilomètres cubes datant de 2010.

Les températures supérieures à la moyenne enregistrées dans la plupart des régions polaires arctiques ont coïncidé avec le plus faible volume de la banquise et sa deuxième plus faible étendue minimale jamais observés.

Ces données ont été présentées lors de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011. Les informations et chiffres définitifs pour 2011 seront publiés en mars 2012 dans la Déclaration annuelle de l'OMM sur l'état du climat mondial.

La Conférence de l'ONU sur les changements climatiques débute à Durban

Communiqué de l'ONU, 28 novembre 2011

Alors que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record et que les phénomènes météorologiques extrêmes se produisent plus souvent, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a commencé lundi à Durban, en Afrique du sud.

A l'ouverture de la conférence qui doit se poursuivre jusqu'au 9 décembre, le Président sud-africain, Jacob Zuma, est revenu sur la nécessité de combattre les changements climatiques. Selon lui, l'impact de ces changements, qui se font beaucoup sentir en Afrique, est une raison suffisante pour que tous les gouvernements s'engagent activement et agissent.

« *Nous avons été témoins récemment d'inondations graves et inhabituelles dans les zones côtières, qui ont eu un impact direct sur les gens qui ont perdu leurs foyers, leurs emplois et leurs moyens de subsistance. Etant donné l'urgence, les gouvernements doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour trouver des solutions ici à Durban. Il est toujours possible de trouver des solutions, et la conférence de Durban doit nous faire avancer vers des solutions pour sauver l'avenir tout de suite* », a déclaré M. Zuma.

Selon la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, les gouvernements peuvent prendre deux mesures décisives à Durban.

La première consisterait à compléter la série de mesures destinées à préparer les pays en voie de développement aux changements climatiques et à les aider à limiter les émissions de gaz à effet de serre.

« *Le mécanisme technologique et le Comité d'adaptation que nous avons décidé d'établir lors du sommet de Cancun pourront être complétés ici à Durban afin qu'ils puissent commencer à fonctionner en 2012. A Durban, la première phase de la conception du fonds climatique vert pourra être approuvée, ce qui serait un grand pas en avant vers une meilleure politique climatique* », a déclaré Mme Figueres.

La seconde mesure décisive qui pourra être prise à Durban est relative à la manière dont les gouvernements travailleront ensemble pour atteindre leur objectif commun de limiter l'augmentation de la température à un niveau qui empêcherait les pires ravages causés par les changements climatiques.

« *Ce sera une tâche commune à Durban de répondre à la question cruciale de l'avenir du Protocole de Kyoto. En même temps, les gouvernements doivent se mettre d'accord sur une méthode pour arriver à une cadre plus large pour réduire les gaz à effet de serre dans la convention sur les changements climatiques* », a dit Mme Figueres.

Dans une déclaration à la presse, l'experte indépendante de l'ONU sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a souligné pour sa part que la conférence de Durban sera une occasion importante pour arriver à un accord. Elle a mis en garde contre un éventuel échec qui serait très néfaste pour les négociations climatiques à l'avenir.

« *Le monde a besoin d'une réelle solidarité internationale avec une approche multilatérale et que les dirigeants prennent des décisions dans un esprit d'unité. Il y a un grand besoin de réflexions radicales pour retrouver autour de la table des négociations les valeurs d'humanisme qui ont été écartées par des décennies de soumission aux marchés et de recherche de profits* », a expliqué Mme Dandan.

Climat : après Cancun 2010, l'ONU prépare Bangkok, Durban 2011

Communiqué de l'ONU, 24 mars 2011

A deux semaines de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique organisée à Bangkok, en Thaïlande, du 3 au 8 avril, la Secrétaire exécutive de la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique (CCNUCC), Christiana Figueres, a appelé les gouvernements à maintenir l'élan pour s'assurer que le calendrier de mesures décidées lors de la Conférence de Cancun en décembre dernier est respecté.

« A Cancun, le monde était à un carrefour - et il a fait un pas en avant vers un monde où le climat n'est plus une menace. Maintenant, les gouvernements doivent avancer volontairement sur la voie qu'ils se sont fixés, ce qui signifie maintenir l'élan à Bangkok, afin d'être en mesure de s'attaquer à la grande étape suivante, qui sera la conférence de Durban à la fin de l'année », a-t-elle déclaré, en marge d'une réunion organisée à Cancun sur la mise en œuvre des décisions prises il y a quelques mois dans la ville mexicaine.

Selon Christiana Figueres, pour « maintenir l'élan à Bangkok », les gouvernements doivent « s'entendre sur un programme de travail précis pour 2011 » et « faire avancer les questions en suspens ». « Cela comprend un travail pour financer les institutions créées pour lutter contre le changement climatique, renforcer la coopération technologique et rendre l'adaptation pleinement fonctionnelle dans les délais convenus à Cancun », a-t-elle estimé.

Parmi les nouvelles institutions créées lors de la Conférence de Cancun, au Mexique, figure : la création d'un Fonds vert pour le climat, destiné à soutenir les projets, les programmes et les politiques des pays en développement et de ses organes de gouvernance ; la création d'un comité pour l'adaptation aux effets du changement climatique afin de guider les actions des pays en développement ; la mise en place d'un Centre de technologie pour le climat, afin de développer le savoir-faire sur les nouvelles technologies vertes dans les pays en voie de développement et de favoriser leur partage et leur transfert entre Etats.

Dans son intervention, Christiana Figueres a indiqué que le Comité de transition chargé de concevoir et de mettre en place le Fonds vert était aujourd'hui constitué et entamerait ses travaux dès la fin du mois, à l'occasion d'une première réunion qui se tiendra à Mexico les 28 et 29 avril.

Pour la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, des progrès ont également été réalisés sur la mise en place du Comité d'adaptation, grâce aux propositions présentées par les pays pour organiser son fonctionnement institutionnel. Quant à la coopération technique et au transfert de technologies, elle a indiqué que des discussions détaillées sur les différents mécanismes de coopération sont prévues au sein d'un atelier spécial organisé lors de la conférence de Bangkok.

Christiana Figueres a par ailleurs rappelé qu'un « effort mondial très important » serait « nécessaire pour que l'augmentation de la température mondiale reste en dessous du maximum de 2 degrés Celsius sur lequel les participants de Cancun se sont entendus.

« Les gouvernements devraient accroître substantiellement la vitesse des réductions d'émissions de gaz à effet de serre qu'ils ont promis pour atteindre cet objectif », a-t-elle ajouté, rappelant aussi « toutes les promesses de réduction faites à ce jour correspondaient à 60% seulement de ce que la science estimait

nécessaire pour rester en dessous du seuil d'une augmentation de deux degrés d'ici à 2020 ».

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'à l'ordre du jour de la Conférence de Bangkok figurent aussi deux ateliers spéciaux, destinés à anticiper les négociations formelles et à apporter davantage de clarté sur les objectifs de réduction des émissions des pays industrialisés et les efforts envisagés par les pays en développement.

« Faire avancer les problèmes soulevés à Cancun signifie aussi que Bangkok doit se pencher sur la création de mécanismes forts et d'éventuels marchés incitatifs qui permettent à tous de travailler ensemble pour réduire les émissions dans une proportion plus grande et de manière plus rapide », a poursuivi Christina Figueres.

Elle a également appeler les gouvernements de la planète à préparer la Conférence de Durban, en Afrique du Sud, en trouvant d'ici à décembre, des moyens de résoudre les questions en suspens sur l'avenir du Protocole de Kyoto et sur les préoccupations de plus en plus fortes sur un potentiel fossé se creusant entre les promesses faites et la réalité des réductions d'émissions.

Changement climatique : après Cancun 2010, les Etats doivent préparer Durban 2011

Communiqué de l'ONU, 1er mars 2011

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). 1 mars 2011 – « Les gouvernements doivent mettre en œuvre rapidement ce qu'ils ont accepté en décembre à Cancún, au Mexique, passer à la prochaine grande échéance, qui est la Conférence de Durban à la fin de l'année, et clarifier l'avenir du Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre », a déclaré mardi la Secrétaire exécutive de la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique (CCNUCC), Christiana Figueres, lors d'une conférence de presse à Tokyo.

En visite au Japon pour des rencontres avec des responsables gouvernementaux, des chefs d'entreprises et d'autres représentants de la société civile, Mme Figueres doit assister jeudi à des consultations informelles organisées conjointement par les gouvernements du Japon et du Brésil, pour mettre en oeuvre l'accord de Cancun et préparer la prochaine réunion de l'ONU sur le changement climatique, à Durban, en Afrique du Sud.

Devant la presse, elle a une nouvelle fois salué les résultats obtenus à Cancun, soulignant qu'ils représentaient « une avancée solide qui renforce l'action mondiale et pose les bases du plus grand effort collectif que le monde ait jamais réalisé pout réduire les émissions de gaz à effet de serre ».

Après avoir rappelé que les accords de Cancún visaient « à maintenir l'augmentation moyenne des températures mondiales en dessous de deux degrés Celsius par rapport au niveau préindustriel », Christiana Figueres a estimé que Cancun avait aussi abouti au « paquet le plus complet jamais mis en place par des gouvernements pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique ».

Elle a toutefois rappelé que « l'ensemble des promesses de réduction ou de limitation des émissions ne représentaient, selon la communauté scientifique, que 60% des efforts à fournir d'ici à 2020 pour que l'augmentation de la température mondiale reste en dessous de 2 degrés ».

Selon la presse, l'accord de Cancun, signé en décembre 2010, s'inscrit dans la logique de la conférence de Copenhague de 2009, mais ne prévoit pas clairement l'avenir du Protocole de Kyoto et des obligations qu'il pose en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, Christiana Figueres a estimé qu'à Durban les gouvernements devront « convenir d'un

moyen de réduire les émissions mondiales à une vitesse environ deux fois supérieure à celle promise, et accroître les garanties de mise en œuvre des promesses faites ».

« Les gouvernements devront résoudre les questions en suspens sur l'avenir du Protocole de Kyoto. Nous devons garder à l'esprit qu'il reste le modèle international contraignant pour réduire les émissions », a-t-elle poursuivi. « Les pays ont une tâche urgente, celle de décider comment conserver les avantages uniques du protocole sur la transparence, la conformité aux objectifs nationaux fixés et les responsabilités ».

Selon la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, l'autre grand défi de Durban est celui du financement des aides à l'adaptation et du transfert de technologie pour les pays en développement et la mise en place des nouvelles institutions chargées de gérer le fonds de compensation décidé à Cancun.

Pour la responsable onusienne, des avancées doivent être réalisées dans trois domaines essentiels. D'abord, le fonds de compensation -« Fonds vert »- doit être pleinement opérationnel et les pays industrialisés doivent s'être mis d'accord sur les moyens concrets de verser les 100 milliards de dollars annuels promis d'ici à 2020.

Deuxièmement, la CCNUCC doit recevoir les 30 milliards de dollars promis par les pays industrialisés pour la période 2010-2012. Troisièmement, les modalités de fonctionnement et de participation au mécanisme d'adaptation et de transfert de technologie créé à Cancún doivent encore faire l'objet d'un accord.

« A Durban, les personnes vulnérables et pauvres de la planète ont besoin de voir un changement réel. Les hommes d'affaires, les scientifiques et les ingénieurs qui lancent des solutions concrètes sur le terrain ont aussi besoin de sentir que le début d'une nouvelle ère d'actions internationales sur le climat a véritablement commencé », a déclaré Christiana Figueres. « A Durban, les gouvernements doivent saisir cette nouvelle étape pour accroître leurs ambitions communes de réduction des émissions mondiales. »

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1559